



"L'Etat pour le Peuple", édition du 2 mars 2006.

"La Biélorussie Soviétique" présente le programme du président Alexandre Loukachenko, candidat, pour la troisième fois, à sa propre réélection.

BELARUS : L'ACHARNEMENT CONTRE LES MEDIAS ERIGE EN SYSTEME

A trois jours de l'élection présidentielle du 19 mars 2006, la pression sur les médias n'a jamais été aussi forte. Elu président de la République en 1994, Alexandre Loukachenko est candidat à sa propre succession pour la troisième fois. Le chef de l'Etat cumule tous les pouvoirs et contrôle d'une main de fer cette ancienne République soviétique d'un peu moins de 10 millions d'habitants. Celui qui s'était félicité que « tout n'était pas si mauvais dans l'Allemagne du célèbre Adolf Hitler » n'a pas hésité à se débarrasser de certains de ses opposants. Dans le meilleur des cas, en les poussant à l'exil, et dans le pire, en les éliminant physiquement. Il n'a pas épargné les journalistes. Dmitri Zavadski, journaliste de la chaîne russe ORT, disparu en 2000 et dont on n'a jamais retrouvé le corps, en est l'exemple le plus connu. Pour se maintenir aux plus hautes fonctions de l'Etat, Alexandre Loukachenko a contourné la Constitution en organisant, en octobre 2004, un référendum, demandant au peuple de le laisser briguer un troisième mandat. Prévue initialement en juillet 2006, l'élection présidentielle a été avancée sans explication au 19 mars par décision du chef de l'Etat, qui gouverne par oukaze (décret présidentiel). Le président biélorusse a ainsi pris de court ses opposants politiques, les médias et les observateurs internationaux (ceux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, OSCE), dépêchés sur tout le territoire pour veiller à la régularité du scrutin. Celui qui a déclaré : « Mon rêve est de continuer à me battre avec une arme jusqu'au bout », est sur le point de remporter une élection, dont l'issue est jouée d'avance. Qualifié de « dernier dictateur d'Europe » par Washington, la voie est libre pour ce président qui fait tout pour réduire au silence les médias indépendants et contrôler entièrement l'information qui circule dans le pays. Seul Internet échappe encore à sa mainmise.

La presse libre en voie d'extinction

En l'espace de deux ans, les autorités biélorusses ont quasiment réussi à réduire à néant la presse indépendante du pays. Elles agissent de manière progressive en utilisant un arsenal de mesures administratives répressives parfaitement au point. L'Etat contrôle l'ensemble du circuit de fabrication et de distribution des jour-

naux par l'intermédiaire d'entreprises monopolistiques. Dans une économie de type dirigiste, la méthode d'éradication est simple : mettre fin aux contrats d'impression, aux contrats de distribution dans les kiosques et par voie postale, empêcher les achats d'espaces publicitaires en faisant pression sur les annonceurs, multiplier les poursuites judiciaires à l'encontre des rédactions et s'assurer de leur condamnation pour les asphyxier économiquement.

A la fin de l'année 2005, treize journaux indépendants ont été exclus du catalogue des abonnements de la poste d'Etat, Belpotchta, pour l'année 2006, mettant ainsi fin à leur acheminement par le service public. Des entreprises privées de distribution existaient dans le pays, mais leurs licences leur ont été retirées. La rupture des contrats avec l'imprimerie d'Etat, Krasnaya Zvezda, est survenue à la même période et a touché les mêmes rédactions. Pour conserver leur version imprimée, plusieurs médias se sont adressés à une société russe d'imprimerie de la ville de Smolensk, à plus de 320 kilomètres à l'ouest de la capitale biélorusse. Cette mesure coûte cher et entraîne des retards dans la distribution. Elle a poussé les journaux indépendants *Narodnaya Volya* et *BG Delovaya Gazeta* (ou *BDG*) à réduire considérablement leurs tirages et à adopter un rythme hebdomadaire, au lieu de deux ou trois parutions par semaine.

Plusieurs journaux indépendants sont également interdits de vente en kiosques depuis l'hiver 2005 par l'entreprise d'Etat Belsoyouzdrouk qui détient le monopole de la distribution de la presse. *Narodnaya Volya*, qui était le seul quotidien indépendant du pays, a été retiré de la vente en octobre 2005, comme beaucoup d'autres. Quant aux journaux d'opposition, ils ont aujourd'hui totalement disparu des kiosques. Le dernier en date, *Zhoda*, journal de la mouvance social-démocrate, a vu ses bureaux perquisitionnés par les services secrets avant d'être suspendu fin février 2006. La presse étrangère est introuvable, hormis les quotidiens russes *Izvestia* et *Komsomolskaya Pravda*, qui évoquent assez peu l'actualité du Bélarus. La presse régionale n'a pas été épargnée par les autorités qui ont suspendu ou fermé des journaux réputés comme *Birzha Informaciji*, *Novaja Gazeta Smorgoni*, *Kurier iz Borisova*. L'Etat a interdit la publication, fin 2005, de *Glos znad Niemna*, le journal de la minorité polonaise du Bélarus harcelée par le pouvoir.

Aujourd'hui, seuls deux journaux indépendants, *BelGazeta* et *Belorusy i Rynok*, sont encore autorisés à être vendus dans les kiosques de la capitale. Tirant à 20 000 et 11 000 exemplaires, les deux hebdomadaires ne peuvent pas rivaliser avec l'abondante presse d'Etat. D'après l'Association biélorusse (cf. encadré) des journalistes (BAJ), le quotidien de l'administration présidentielle, *Sovietskaya Bielorrussia*, a augmenté ses tirages de 200 000 exemplaires au printemps 2005, passant à 500 000 copies par jour. L'aide du gouvernement est conséquente : en deux ans, de 2004 à 2006, le budget de l'Etat consacré aux journaux gouvernementaux a presque doublé, passant d'environ 30 à 60 millions de dollars.

L'ASSOCIATION BIÉLORUSSE DES JOURNALISTES (BAJ)

La BAJ, fondé en 1995, est une organisation non gouvernementale dont la mission principale est d'assurer une liberté de parole, un droit à l'accès à une information indépendante et une mise en valeur des standards professionnels du journalisme. Plus de 1 000 membres, de tous médias (indépendants ou appartenant à l'Etat) appartiennent à l'association.

Elle est présente dans plusieurs régions du pays. Depuis 1997, l'association est membre de la Fédération internationale des journalistes et membre affilié de Reporters sans frontières depuis 2003.

La BAJ comprend un centre juridique pour la protection des médias. Ses activités principales sont la représentation des intérêts des membres de la BAJ devant les tribunaux et les autres structures d'Etat, les conseils juridiques, et l'analyse du cadre juridique régissant les médias.

L'association observe et dénonce les conflits et les violations des lois dans le champ médiatique. Ses représentants sont étroitement surveillés par les services secrets et minutieusement fouillés par les douaniers lors de leurs passages à la frontière.

La BAJ a remporté le prix Sakharov en 2004, décerné par le Parlement européen, pour son « combat pour la liberté d'information et contre les tentatives du président Loukachenko de vouloir étouffer celle-ci », selon Joseph Borell Fontelles, président de l'institution.

Tout un pan de la presse est désormais condamné à la survie. Généralement, les journaux indépendants ne sont pas officiellement

interdits, ni suspendus définitivement. Mais l'Etat leur coupe tout moyen de subsistance et les force à utiliser des réseaux de distribution informels. Les journaux sont ainsi acheminés à leurs abonnés sous enveloppe, directement depuis la rédaction. C'est le cas de BDG, qui ne tirent qu'à 5 000 exemplaires et *Narodnaya Gazeta*¹, à pas plus de 30 000. Ils organisent eux-mêmes leur distribution. Les lecteurs les plus engagés se passent de main en main les exemplaires, comme au bon vieux temps du samizdat, pratiqué par les dissidents soviétiques. La version imprimée est parfois supprimée pour ne garder qu'une version électronique sur Internet, option choisie par les anciens hebdomadaires *Nasha Niva* et *Solidarnost*.

Au total, on recense dans le pays deux journaux indépendants nationaux distribués en kiosques, *BelGazeta* et *Belorusy i Rynok*, deux autres qui tentent difficilement de poursuivre leur mission d'information, *BDG* et *Narodnaya Volya*, et une agence de presse privée, *BelaPan*, située dans la capitale. *Radio Svaboda* (ou *Radio Free Europe/Radio Liberty* en anglais), financée par le gouvernement américain, émet toujours clandestinement dans le pays, comme à l'époque soviétique. Les agences de presse étrangères, AP, Reuters, Agence France-Presse et la radio *Deutsche Welle* possèdent des correspondants biélorusses mais pas de bureau enregistré par les autorités.

« Il faut fermer BDG » : autopsie d'un média indépendant

Le journal indépendant *BG Delovaya Gazeta*, plus connu sous son ancien nom, *BDG* (*Beloruskaya Delovaya Gazeta*), était l'un des journaux les plus renommés et les plus prospères de la capitale. Il avait été créé juste après l'indépendance de la République, en 1992. Il s'était progressivement spécialisé dans l'actualité politique et financière. Suite au succès rencontré auprès de ses lecteurs, il était passé d'hebdomadaire à bihebdomadaire. Son directeur et rédacteur en chef, Piotr Martsev, homme d'affaires et journaliste, a créé sa propre maison d'édition ainsi que trois autres journaux, *Imya*, *BDG dlia Slujebnogo Polzovania* et *Avtomobilnyi*. L'entreprise avait son propre réseau de distribution car, à l'époque, aucune

¹ Erratum : Lire *Narodnaya Volya* au lieu de *Narodnaya Gazeta*

loi restrictive ne régulait ce secteur. D'après son directeur, les meilleurs journalistes du pays ont travaillé à *BDG*. Ils font aujourd'hui carrière en Russie et en Allemagne.

D'après un ancien journaliste qui a récemment quitté la rédaction, *BDG*, aujourd'hui au bord de la banqueroute, était de loin le journal qui donnait la meilleure information au public et la plus objective. Sa réputation était telle qu'il était prestigieux de lui accorder une interview. Le ministre de l'Industrie était, par exemple, ravi de répondre aux questions du média et les journalistes n'avaient besoin d'aucune autorisation pour entrer en contact avec lui. Tous les reporters avaient les numéros directs des ministres, qui parlaient volontiers. Mais la situation s'est progressivement dégradée à partir de 1999, date à laquelle l'enregistrement auprès de l'entreprise d'Etat de distribution de la presse est devenu obligatoire. Les différends avec le Président et les autorités se sont accentués, les plaintes pour diffamation et les comparutions devant les tribunaux se sont multipliées, les accréditations ont été fréquemment refusées aux journalistes. Depuis 2005, chaque institution oblige les professionnels de l'information à se faire accréditer auprès d'elle avant de faire des déclarations publiques.

BDG enquêtait sur la corruption dans le pays et les disparitions politiques, de plus en plus nombreuses. Le pouvoir utilisait jusque-là des moyens légaux pour sanctionner le journal, mais en 2003, le président Loukachenko a déclaré: «Il faut fermer *BDG*». Le journal a alors été suspendu pendant trois mois. La garde présidentielle a envoyé des voitures à travers toute la capitale pour intercepter les camions de *BDG* qui le distribuaient. Tous les exemplaires ont été confisqués. Le journal a été obligé de changer cinq fois de nom pour continuer à paraître. En octobre 2003, les contrats d'abonnement par voie postale ont été rompus par l'entreprise d'Etat, isolant le journal d'une bonne partie de ses lecteurs, notamment ceux de province. Au même moment, le journal a été interdit de vente en kiosques par une autre entreprise d'Etat ayant le monopole dans ce secteur. Pour couronner le tout, une loi sur les médias a été adoptée par un Parlement à la botte du Président, les obligeant à s'enregistrer auprès du ministère de l'Information.

Pour faire face, le directeur de *BDG* a décidé

d'organiser lui-même la distribution en livrant des exemplaires à des magasins privés et en prenant à sa charge les abonnements. Mais l'administration présidentielle a contraint ces magasins à rompre leur contrat commercial avec le journal. En 2005, *BDG* a été assailli de plaintes et condamné par les tribunaux à verser 150 000 dollars (125 000 euros) de dédommagement, et une amende de 50 000 dollars (41 000 euros) pour diffamation d'un fonctionnaire. En moins de deux mois, la situation financière du journal est passée au rouge. Suite à une visite de l'inspection des impôts, une nouvelle condamnation est tombée, alors même que le ministère des Finances reconnaissait que le journal était en règle vis-à-vis des caisses de l'Etat.

L'entreprise *BDG* comptait environ 140 employés à son heure de gloire. Aujourd'hui, il en reste 22. Les journalistes ont quitté la rédaction, les uns après les autres, pour tenter leur chance ailleurs et recevoir des salaires plus importants. Le journal ne peut plus faire face aux difficultés financières provoquées par les ruptures de contrat des entreprises d'Etat et les condamnations des tribunaux. Aussi, l'impression a dû être délocalisée à Smolensk, en Russie. Mais l'entreprise russe a annoncé le 13 mars, à six jours de l'élection présidentielle, qu'elle refusait de continuer à imprimer le journal. Retranché dans ses bureaux discrets - aucune plaque n'indique le siège du journal - Piotr Martsev continue pourtant de corriger son journal, peut-être pour la dernière fois. Il a refusé l'aide financière des partis politiques et les propositions du Président de racheter son titre, malgré des promesses alléchantes. Atteignant difficilement les 5 000 exemplaires, il est vendu directement dans ce qui ressemble, à s'y méprendre, à un local clandestin.

L'opposition n'a pas droit de cité dans les médias

Les journalistes biélorusses s'autocensurent largement par peur des sanctions. Les autorités ont, à plusieurs reprises, émis des messages clairs dans ce sens, punissant ou renvoyant les rédacteurs coupables d'avoir terni l'image du Président ou du pays.

Un responsable de la dernière agence de presse



Un panneau d'affichage officiel réservé aux candidats à la présidentielle vide...

indépendante du pays, *BelaPan*, confie : « Les journalistes se posent tout le temps la question de savoir si on critique telle ou telle figure de l'Etat en écrivant ceci ou cela ». D'après les nouvelles directives du ministère de l'Information, il suffit désormais de deux avertissements pour prononcer la fermeture d'un média. La liste des sujets tabous s'allonge en permanence.

En période préélectorale, aucun média d'Etat ne se risque à donner la parole aux opposants, et leurs noms ne sont même pas mentionnés. Des journalistes de la capitale affirment que dans certaines régions, les habitants ne savent même pas que d'autres candidats qu'Alexandre Loukachenko se présentent à l'élection du 19 mars. Les médias gouvernementaux veillent particulièrement à ne pas froisser le Président et ne se permettent aucune critique, sauf si celle-ci émane de la bouche du chef de l'Etat lui-même. D'après un journaliste de *Sovietskaya Belorussia* qui a souhaité conserver l'anonymat, il est ainsi permis de critiquer le ministre du Logement, régulièrement montré du doigt par le Président pour les problèmes de rupture de chauffage dans les appartements. Aucun sujet n'est officiellement interdit dans les rédactions mais les journalistes savent d'eux-mêmes le sujet le plus sensible : l'opposition politique. Aucun média d'Etat n'a mentionné la vague de répression qui a touché plusieurs journalistes le 2 mars, arrêtés et passés à tabac par la police parce qu'ils avaient suivi le candidat d'opposition Alexandre Kazouline, qui essayait de s'inscrire pour participer à un Congrès extraordinaire du peuple réunissant des fonctionnaires du régime.

Depuis 2000, l'article 367 du code pénal punit « la diffamation à l'encontre du président » et l'article 368 « l'outrage au président ». Plus récemment, en décembre 2005, Alexandre Loukachenko a complété l'arsenal législatif contre les médias et les opposants en faisant voter au Parlement un amendement ajoutant la notion de « discrédit du président » (article 369).

La peine encourue pour ce délit va jusqu'à six mois de détention provisoire et deux ans de prison.

Par ailleurs, le gouvernement considère comme indésirables les organisations humanitaires, associations et mouvements politiques indépendants et refuse de les enregistrer. Depuis fin 2005, l'absence d'accréditation pour les représentants de la société civile est passible d'une amende et de deux ans d'emprisonnement. Bon nombre d'organisations de la société civile sont ainsi poussées à la clandestinité et les médias ont interdiction de mentionner leurs noms ou celui de leurs membres, sous peine de sanctions pénales. Les journalistes rusent et utilisent des paraphrases pour évoquer leurs activités.

Autre sujet qui fâche les autorités : le passé de la République avant qu'elle ne devienne soviétique au début des années 20. En février 2005, le présentateur d'une émission consacrée à l'histoire du Bélarus, « *Puteshestvie diletantov* », diffusée sur la première chaîne hertzienne *BT*, a été renvoyé parce que sa vision des faits ne convenait plus aux autorités. Le gouvernement voit d'un très mauvais œil les références à cette période et les liens du pays avec l'ancien royaume de Lituanie. Le contrat avec la société privée de production qui réalisait l'émission a été annulé par la chaîne. Une autre émission, produite par la même entreprise sur l'histoire de la diaspora biélorusse, a également été supprimée par la chaîne, sur décision des autorités qui considèrent les 3,5 millions de Biélorusses vivant à l'étranger comme des opposants potentiels.

Un journaliste de *BelGazeta*, qui ne souhaite pas donner son nom, évoque aussi les disparitions d'opposants politiques et de journalistes parmi les sujets tabous. Personne dans la presse n'ose prendre le risque d'en parler. Les autorités biélorusses sont en effet impliquées dans la disparition d'opposants politiques et de journalistes : Viktor Gontchar, ancien vice-président du Parlement, et Anatoly Krasovski, homme d'affaires, Youri Zakharenko, ancien ministre de l'Intérieur, n'ont plus donné signe de vie depuis 1999. On est également sans nouvelle du journaliste de la chaîne russe *ORT*, Dmitri Zavadski, depuis 2000. Et l'assassinat, en octobre 2005, de Véronika Cherkasova, journaliste d'investigation du quotidien *Solidarnost* aujourd'hui interdit, n'a jamais été élucidé.

L'enquête est close et aucun élément à charge n'a été trouvé.

Les médias à la botte du Président

Au Bélarus, les médias sont divisés en deux catégories dans le discours officiel : « les médias honnêtes », ceux qui travaillent pour le gouvernement, et « les médias malhonnêtes », ceux qui sont indépendants. C'est dans ce climat de tension extrême que travaillent les journalistes aujourd'hui.

Une solidarité très forte existe entre les journalistes indépendants qui s'échangent des informations et des contacts. Comme l'accès aux institutions publiques leur est interdit par les fonctionnaires qui ont ordre de ne pas leur répondre, l'information sur les autorités est totalement contrôlée. Une journaliste de *Radio Svaboda* à Minsk, qui préfère garder l'anonymat, raconte qu'elle n'a pas d'autre choix que de se montrer particulièrement insistante pour tenter d'obtenir des informations ne serait-ce que des agents de police.

Les contacts entre les journalistes gouvernementaux et indépendants sont, en revanche, plutôt rares. Les premiers risquent de perdre leur emploi au moindre faux pas. D'après un journaliste de *BelGazeta*, un de ses anciens camarades de faculté, qui travaille aujourd'hui pour le journal officiel *Sovietskaya Belorussia*, a été blâmé par sa direction parce qu'il l'avait appelé pour lui souhaiter son anniversaire...

Les médias d'Etat ne collaborent plus avec les médias indépendants, comme par le passé. L'agence de presse *BelaPan* a ainsi perdu beaucoup de clients. Le quotidien officiel *Sovietskaya Belorussia*, qui figurait parmi ses abonnés, a rompu son contrat avec l'agence il y a quelques années.

Pour Alexandre Loukachenko, « la télévision est le maillon principal du travail idéologique et ne sortira pas du contrôle de l'Etat ». Le petit écran est monopolisé par le Président et ses discours officiels. Seule figure politique autorisée en temps ordinaire à prendre la parole en public, il apparaît le plus souvent sur la première chaîne nationale *BT*, « sa » chaîne. Convoqué par le

Président pour saluer les exploits du gouvernement, le Congrès extraordinaire du peuple pour les fonctionnaires du régime s'est ouvert à Minsk, le 2 mars, en pleine campagne présidentielle. Le discours introductif du président Loukachenko, d'environ trois heures, a été retransmis en intégralité et en direct sur *BT*. Le candidat contourne la loi électorale en profitant de son statut de président pour abuser des médias.

A quelques jours de l'élection présidentielle, il est bien rare de voir les trois adversaires du Président sur le petit écran. La commission électorale les autorise pourtant à faire, en tout et pour tout, deux apparitions d'une demi-heure chacune. La télévision est entièrement contrôlée par l'Etat : la première chaîne nationale *BT*, la chaîne culturelle *LAD* et la chaîne locale *STV*, qui diffuse uniquement dans la capitale. Deux chaînes russes diffusent en hertzien au Bélarus : *ORT*, aujourd'hui rebaptisée *ONT* par les autorités, et *RTR*. Sur ces deux chaînes, les autorités biélorusses remplacent à leur guise, et sans même l'accord de leurs partenaires russes, les journaux télévisés par leurs propres informations. Les programmes venant de Russie sont donc filtrés et tout ce qui pourrait irriter le président Loukachenko est supprimé. La chaîne *RTR* a été interdite par les autorités pendant la campagne pour le référendum d'octobre 2004. Une autre chaîne russe, *NTV*, autrefois très critique vis-à-vis du président biélorusse, est diffusée dans le pays, mais seulement par câble ou satellite. Très peu d'habitants y sont abonnés. La station polonaise *Radio Racyja*, diffusant en langue biélorusse, a été fermée par les autorités en 2002 et contrainte de s'exiler en Pologne.

Les autorités ont trouvé un autre moyen de contrôler l'information indépendante : faire fermer les instituts de sondage indépendants. Fin 2004, les autorités ont suspendu l'un des plus réputés d'entre eux, le *NISIPI*, après avoir publié des chiffres qui contredisaient totalement les résultats officiels du référendum d'octobre 2004. Il se trouve aujourd'hui en exil en Lituanie. Les sondages réalisés à la sortie des urnes sont, depuis, interdits par le régime de Loukachenko parce qu'ils risquent sérieusement de mettre en doute la version officielle et de constituer des preuves de fraudes électorales. Une résolution a été votée par le conseil des ministres le 8 novembre 2005 pour finir d'empêcher tout

travail indépendant dans ce domaine, en forçant les instituts à s'enregistrer auprès des autorités et, plus grave, à leur fournir les enquêtes réalisées auprès de chaque sondé en mentionnant leurs noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone.

Alexandre Loukachenko reconnaît que « les médias sont le principal instrument de mesure de l'idéologie, à la base de l'Etat » Et pour montrer le Président sous son meilleur jour, il est interdit de le photographier de côté, sous peine d'être inscrit sur une liste noire ou d'être licencié. Un photographe de l'agence de presse d'Etat, *Belta*, a ainsi été remercié parce qu'il avait pris le Président avec un miroir apparaissant dans son dos. Ces règles obscures sont dictées directement par la garde présidentielle et ne figurent dans aucun document officiel. Dans la pratique, seule l'agence *Belta* est autorisée à photographier le Président. Les autres médias doivent s'adresser à l'agence gouvernementale pour obtenir une photo d'Alexandre Loukachenko. La meilleure vitrine du régime est le journal *Sovietskaya Belorussia* dont le nom est sans équivoque : La Biélorussie Soviétique. Il relaie la propagande d'Etat et sert de journal officiel, publiant sur des doubles pages les oukazes du Président et les lois adoptées par le Parlement. Très souvent à la Une, particulièrement en période électorale, le Président est montré souriant, entouré de gens radieux, sur fond de campagne ensoleillée. Pourtant, la température peut facilement descendre en dessous de vingt degrés à Minsk en hiver et le pays est recouvert de neige... Mais les journalistes qui travaillent pour les médias gouvernementaux sont payés pour veiller à la bonne image de leur chef. Tous les responsables des médias d'Etat sont nommés directement par le Président et doivent lui rendre des comptes. Les journalistes rédigent à la commande et ne proposent qu'exceptionnellement des sujets. Ils ne sont pas autorisés à assister aux conférences de rédaction, ouvertes aux seuls responsables qui planifient la répartition des sujets.

Harcèlement, mode d'emploi

Les journaux indépendants sont sur la sellette. L'un des deux derniers vendus dans la capitale, l'hebdomadaire *BelGazeta*, a échappé à la purge orchestrée par les autorités. Pourquoi ? Parce que d'après l'un des responsables du

journal qui préfère garder l'anonymat, celui-ci est protégé par des capitaux étrangers. Une holding russe, Interros, possède 30% des parts du journal. Depuis 2000, le tirage a même augmenté et le journal a récupéré les lecteurs des journaux indépendants interdits. De la même façon, *BelGazeta* peut continuer à imprimer à Minsk parce qu'il fait appel à la même entreprise que le journal russe *Komsomolskaya Pravda*. Mais le journal peut fermer à tout moment si ces investisseurs étrangers décident de se retirer du capital. Ils risquent d'autant plus de le faire que cet investissement rapporte peu.

Les journalistes indépendants reçoivent régulièrement des avertissements et des menaces des autorités. Un responsable de la rédaction de *BelGazeta* a reçu des appels de l'administration présidentielle mécontente des articles sur la campagne en cours : « Faites attention. On va s'occuper de vous ! » Pourtant, *BelGazeta*, journal spécialisé dans l'analyse politique et sociologique, s'efforce de ne pas prendre parti pour un candidat en particulier. Les services secrets exercent une forte pression sur ces journalistes : filatures, écoutes téléphoniques, coupures d'électricité, etc.

Ils sont nombreux à témoigner que ce genre de pratique est monnaie courante. Les agents du KGB (Comité de sécurité nationale ou services secrets) vont même jusqu'à occuper les locaux pendant plusieurs jours, parfois des semaines, pour empêcher les journalistes de travailler. La rédaction de l'agence de presse *BelaPan* a été obligée de déménager trois fois en moins de six mois pour échapper aux contrôles permanents des gardes de sécurité de l'immeuble et aux coupures d'électricité. Les autres agences de presse privées n'ont pas survécu à leurs problèmes financiers. La rédaction de *BelaPan* est tellement bien cachée dans l'arrière-cour d'un immeuble qu'elle est totalement introuvable pour les non-initiés. Récemment, le rédacteur en chef adjoint du journal d'opposition *Zhoda*, Alexandre Sdvizhkov, a décidé de quitter le journal. D'après une responsable du journal, il n'a pas supporté les interrogatoires du KGB et les poursuites judiciaires engagées après une plainte déposée par le procureur. A quelques mois de l'élection présidentielle, il avait, malgré lui, donné au pouvoir une occasion en or pour faire fermer le journal, en publiant les caricatures de Mahomet.

Beaucoup de sites Internet sont victimes d'attaques, attribuées par les journalistes et membres de la société civile aux autorités. Un des sites les plus touchés est celui du mouvement citoyen Charte 97, www.charter.org. Le site est fréquemment bloqué par des attaques pendant plusieurs heures. Un responsable du site indique qu'elles surviennent toujours après un événement marquant : arrestation d'opposant, vague de répression, etc. Les forums de discussion sont les plus touchés par ces blocages. Une journaliste de la rédaction évoque l'existence probable d'un département au KGB spécialisé dans le sabotage des sites Internet. D'après la loi biélorusse, Internet n'est pas considéré comme un média et il n'y a donc aucune obligation d'enregistrement auprès des autorités. Mais les députés songent depuis plusieurs mois à adopter une loi dans ce domaine.

Une autre méthode utilisée pour faire taire les journalistes consiste à les envoyer dans des camps de travail obligatoire, dans des régions reculées du pays. Nommée « khimiya » (chimie en russe) dans le jargon des journalistes, cette méthode est proche de celle utilisée par Cuba. Les journalistes sont condamnés à des travaux de jardinage ou de scierie. D'après les témoignages recueillis, la dernière condamnation de ce type remonte à l'année 2002. Viktor Ivachkevitch, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Rabotchi*, avait été condamné à deux ans de détention dans la région de Baranovitchi (est du pays), puis amnistié après une année.

Un filtrage minutieux des accréditations

Des listes noires existent dans les ambassades biélorusses à l'étranger pour les journalistes souhaitant se rendre dans le pays. Plusieurs d'entre eux attendent toujours leur accréditation, à quelques jours de l'élection présidentielle, alors qu'ils ont déposé leur demande au mois de janvier, dans les délais réglementaires. Les autorités filtrent minutieusement les entrées sur le territoire. Par ailleurs, des listes noires existent également pour les journalistes locaux. Lors des passages aux frontières, des fouilles au corps sont pratiquées par les douaniers sur ceux inscrits sur ces listes. Ils évitent d'être en possession d'articles sur l'opposition et d'exemplaires de journaux

indépendants. Plusieurs journalistes ont déjà été interdits de séjour au Bélarus par les autorités. Pavel Seline, ancien correspondant à Minsk de la chaîne russe *NTV*, a été expulsé le 28 juin 2003 et ne peut plus se rendre sur le territoire biélorusse pendant une durée de cinq ans. Mikhaïl Podoliak, un journaliste ukrainien indépendant qui collaborait avec l'hebdomadaire biélorusse *Vremia*, a connu le même sort. Certains journalistes biélorusses ont préféré quitter le pays pour aller travailler plus librement dans les pays limitrophes, en Russie, en Lituanie ou en Ukraine. Celui qui se fait également appeler « batka » (père en biélorusse), craint une révolution à l'ukrainienne après la proclamation des résultats officiels de l'élection présidentielle du 19 mars. D'après l'agence de presse russe *Ria Novosti*, Alexandre Loukachenko a été très clair : « A la moindre tentative de déstabilisation de la situation, je casse la baraque. En ce qui concerne les ambassades qui ont des relations avec l'opposition, si quelque chose de pareil se produit, elles seront renvoyées en vingt-quatre heures ». Aujourd'hui, l'isolement de cette République est presque total et les médias plus réprimés que jamais.

Recommandations

Reporters sans frontières exhorte les autorités du Bélarus à cesser le harcèlement à l'encontre des journalistes indépendants, de leur délivrer des accréditations afin de leur assurer un statut légal et de libéraliser le secteur de la presse et de l'audiovisuel.

Reporters sans frontières demande aux autorités de tutelle des médias publics à garantir une couverture objective de l'information et un accès équitable à ces médias pour tous les candidats à l'élection.

Reporters sans frontières appelle les organisations internationales à dénoncer la répression contre les médias et la société civile au Bélarus, et à apporter leur soutien aux derniers médias indépendants et associations de journalistes.

Enfin, l'organisation invite les chefs d'Etat de la région à user de leur influence auprès du gouvernement biélorusse pour garantir une plus grande liberté d'expression dans le pays.